

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 23/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL HELIS**

12 RUE DU JARDIN PUBLIC  
17770 Authon-Ebeon

Références : 2025 1574 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007210134

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement EARL HELIS implanté 12 RUE DU JARDIN PUBLIC 17770 Authon-Ebeon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée de façon inopinée et en présence de 2 agents de l'OFB.

Elle s'inscrit dans le cadre de visites d'inspections inopinées de distilleries ou installations de vinification situées sur les communes de Nantillé, Authon-Ebeon et Migron. Ces communes sont traversées par la rivière "Le Dandelot" pour laquelle l'OFB reçoit depuis plusieurs années des signalements de pollution de la part du syndicat de gestion de rivière, sans source de pollution clairement identifiée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL HELIS
- 12 RUE DU JARDIN PUBLIC 17770 Authon-Ebeon
- Code AIOT : 0007210134
- Régime : Déclaration avec contrôle

La société EARL HELIS produit de l'eau-de-vie de Cognac par distillation de vin issu de ses propres vignes (bouilleur de cru).

Elle dispose d'un récépissé de déclaration en date du 6 juin 2013 pour l'exploitation des installations classées suivantes :

- 2 locaux de distillation comprenant pour le plus ancien, 1 alambic de 7,5 hl et pour le nouveau, 1 alambic de 25 hl (rubrique 2250 - régime D) ;
- un chai de vinification d'une capacité de stockage de vins de 3 000 hl (rubrique 2251 - régime D).

D'après le document d'enregistrement réalisé par le BNIC en 1998, la société bénéficie de l'antériorité des droits acquis pour les installations classées suivantes :

- 1 alambic de 8,5 hl (rubrique 2250 - régime D) ;
- 2 chais de stockage d'eaux-de-vie totalisant 57 m<sup>3</sup> (rubrique 4755 - régime DC).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications apportées	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-54	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Aménagement du forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Rapport de fin des travaux du forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10	Demande d'action corrective	8 mois
5	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article II > f)	Demande d'action corrective	3 mois
6	Rétention de la bâche de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 2.10.	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
7	Rétention de la distillerie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 2.10.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Porte de communication distillerie/chai	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 2.4.2.	Demande d'action corrective	3 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 4.2.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article II > c)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la gestion des effluents (objet principal de la visite) :

Aucun rejet direct à la rivière des effluents produit par la distillerie n'a été constaté lors de la visite. L'exploitant dispose d'un plan d'épandage et d'un moyen de stockage de ses effluents en attente d'épandage, ainsi que du matériel nécessaire pour l'épandage.

Il doit cependant veiller à tenir à jour, à chaque opération d'épandage, un cahier d'épandage comprenant toutes les informations réglementaires requises.

Par ailleurs, le fait que les effluents soient stockés dans une seule bache souple de 250 m<sup>3</sup>, à environ 25 m de la rivière et sans rétention associée, constitue un risque de pollution importante de la rivière en cas de fuite ou de déchirement de la bache.

**Compte tenu de l'ampleur des travaux à réaliser pour corriger cette situation, il est attendu de la part de l'exploitant la transmission d'un plan de mise en conformité, associé à un échéancier.**

Concernant les autres constats :

L'inspection retient notamment que l'exploitant a modifié ses installations (réduction du nombre d'alambics mais augmentation de la capacité de stockage d'eaux-de-vie) sans l'avoir déclaré.

**En particulier, la présence à proximité de la bache de stockage des effluents d'un forage non déclaré et non conforme aux conditions techniques actuelles constitue également un fait pour lequel un plan de mise en conformité est attendu.**

Enfin, l'absence d'extincteurs dans des locaux à risque d'incendie tels qu'une distillerie et un chai de stockage d'eaux-de-vie constitue une non-conformité qui doit être corrigée dès que possible.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-54
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> II. - Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.
<b>Constats :</b> Par rapport aux éléments figurant dans le dossier de déclaration de l'exploitant de 2013 ayant donné lieu au récépissé de déclaration délivré le 6 juin 2013, l'exploitant a apporté les modifications suivantes sans les avoir portées à la connaissance du préfet : <ul style="list-style-type: none"><li>• suppression des 2 anciens alambics de 7,5 hl ;</li><li>• réaffectation du local de ces 2 anciens alambics au stockage d'eaux-de-vie : installation de 2 cuves inox de 22 et 28 m<sup>3</sup> env. ;</li><li>• aménagement d'un forage de prélèvement d'eau souterraine à proximité de la bache de stockage des résidus de distillation.</li></ul>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

➔ L'exploitant doit régulariser les modifications qu'il a apportées à ses installations en les déclarant par voie électronique sur le site internet <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920> et en y joignant notamment les éléments suivants :

- un plan faisant figurer l'ensemble des installations du site (local de distillation, chais à eaux-de-vie, le pressoir à raisins, l'aire de dépotage et de lavage, les cuves à vins, la bâche à vinasses, le forage, etc.) et leurs caractéristiques principales (surfaces, capacités, etc.) ;
- au titre de la rubrique 2250 : la capacité de production de la distillerie (15 hl/j et 25 hl de charge) ;
- au titre de la rubrique 2251 : la capacité de production annuelle maximale de vins (en hl/an) et la capacité de stockage totale des cuves à vins ;
- au titre de la rubrique 4755 : la capacité totale de stockage d'eaux-de-vie ;
- au titre de la rubrique 1.1.1.0 : les caractéristiques du forage (profondeur, coordonnées géographiques, etc.)
- au titre de la rubrique 1.3.1.0 : le débit de prélèvement maximum de la pompe du forage (en m<sup>3</sup>/h)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Aménagement du forage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

### **Prescription contrôlée :**

(...), il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de [la] tête [du forage]. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel.

(...)

La tête [du] (...) forage (...) s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel (...). (...) Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. (...)

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du (...) forage (...).

(...)

Tous les (...) forages (...) sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

### **Constats :**

Le forage n'a pas été réalisé conformément aux conditions de réalisation techniques réglementaires exigées :

- absence de margelle bétonnée autour de la tête de forage ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• dépassement de la tête du forage par rapport au sol naturel inférieur à 50 cm ;</li> <li>• absence de cimentation annulaire sur 1 mètre de profondeur ;</li> <li>• absence de capot de fermeture et de plaque d'identification.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>→ L'exploitant doit faire intervenir une entreprise spécialisée afin de mettre son forage en conformité par rapport aux conditions de réalisation techniques réglementaires exigées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ autour de la tête du forage : margelle bétonnée de 3 m<sup>2</sup> au minimum, surélevée de 30 cm au-dessus du terrain naturel ;</li> <li>◦ tête de forage s'élevant d'au moins à 50 cm au-dessus du terrain naturel ;</li> <li>◦ tête de forage cimentée sur 1 m de profondeur à partir du niveau du terrain naturel ;</li> <li>◦ capot de fermeture installé sur la tête du forage ;</li> <li>◦ plaque d'identification du forage.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Rapport de fin des travaux du forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;</li> <li>• (...) [la] localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés, (...) ;</li> <li>• (...) la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (...) ;</li> <li>• (...).</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de rapport de fin travaux de l'entreprise ayant réalisé son forage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>→ Une fois les travaux de mise en conformité technique du forage réalisé (cf. point de contrôle précédent), l'exploitant devra transmettre à l'inspection un rapport de fin de travaux comprenant l'ensemble des informations requises.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 4 : Plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article II > c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Au vu de cette étude préalable, un plan d'épandage est réalisé ; il est constitué : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une carte à une échelle minimum de 1/12500 (ou toute autre échelle plus adaptée) permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible (...) ;</li><li>• (...) ;</li><li>• d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou à défaut les références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan d'épandage daté de novembre 2017 qu'il a fait réaliser par une société prestataire. Ce plan comprend un plan des parcelles aptes à l'épandage et un tableau de référence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Cahier d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article II > f)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épandage
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues : <ul style="list-style-type: none"><li>• les surfaces effectivement épandues ;</li><li>• les références parcellaires ;</li><li>• les dates d'épandage ;</li><li>• la nature des cultures ;</li><li>• les volumes et la nature de toutes les matières épandues au titre du présent plan d'épandage de l'ICPE ;</li><li>• les quantités d'azote global épandues au titre du présent plan d'épandage de l'ICPE ;</li><li>• l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage.</li></ul> Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chaque semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués.
<b>Constats :</b> L'exploitant note sur un cahier les informations relatives aux opérations d'épandage qu'il mène en vue de les transmettre à la société prestataire qui réalise pour lui ses plans et bilans de fumure. Il ne formalise cependant pas de cahier d'épandage de ses effluents comprenant l'ensemble des informations requises.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
→ <b>L'exploitant doit établir formellement et tenir à jour un cahier d'épandage de ses effluents réunissant de manière inaltérable l'ensemble des informations requises.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Rétention de la bâche de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 2.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Le volume de (...) tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul>
<b>Constats :</b> En attente de leur épandage, les résidus de distillation ("vinasses") et les eaux de lavage sont stockées dans une bâche souple de 250 m <sup>3</sup> . Cette bâche souple n'est pas associée à une capacité de rétention. En cas de fuite de la bâche, son contenu se déverserait vers la rivière "Le Dandelot" située à environ 25 m et vers le forage à environ 5 m.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  → <b>L'exploitant doit aménager une plate-forme étanche pour son moyen de stockage d'effluents liquides et associer cette plate-forme à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>○ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>À noter que l'exploitant peut remplacer la bâche de 250 m<sup>3</sup> par deux bâches de 125 m<sup>3</sup>. Dans ce cas, la capacité de rétention commune à constituer serait de 125 m<sup>3</sup> et non de 250 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois



**N° 7 : Rétention de la distillerie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 2.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout écoulement accidentel d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est contenu à l'intérieur du local abritant l'unité de distillation ou canalisé vers une rétention extérieure. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. (...)
<b>Constats :</b> Les 2 portes d'accès au local de distillation (une vers l'extérieur, une vers le chai à eaux-de-vie) n'ont pas de seuil surélevé permettant de contenir tout écoulement accidentel à l'intérieur du local.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  → L'exploitant doit aménager un seuil surélevé maçonné au niveau de chacune des portes du local de distillation. La capacité de charge de l'alambic étant de 2,5 m <sup>3</sup> et la surface du local d'au moins 30 m <sup>2</sup> , les seuils doivent faire une hauteur de 10 cm environ.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Porte de communication distillerie/chai**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 2.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les portes situées entre le local abritant l'unité de distillation et le chai de distillation sont EI 60. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de refermeture automatique (...). (...)
<b>Constats :</b> La porte de communication entre le local de distillation et le chai à eau-de-vie est coupe-feu 2h et dispose d'un système de fermeture automatique. Cependant, lors des transferts d'eaux-de-vie, la fermeture automatique complète de la porte est empêchée par l'utilisation pour les transferts d'un tuyau mobile passant par la porte.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  → L'exploitant doit revoir ses moyens de transfert des eaux-de-vie du local de distillation vers le chai pour éviter le blocage de la fermeture automatique de la porte de communication (par exemple, aménagement d'un dispositif fixe traversant le mur, à une hauteur supérieure au niveau de la rétention, parfaitement luté et munis de vannes de fermeture).

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/05/2012, article I > 4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux à risque incendie sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'extincteurs, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles.</li> </ul> (...)
<b>Constats :</b> Le local de distillation et les chais à eaux-de-vie ne sont pas équipés d'extincteurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  → L'exploitant doit faire installer au moins deux extincteurs (de puissance minimum 144B) dans son local de distillation et au moins un extincteur dans chacune des 3 salles contiguës constituant le chai de stockage d'eaux-de-vie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois